NOTICE EN MATIERE DE SIGNALEMENTS – BUREAU DE PARIS

Latham & Watkins s'engage à mener ses activités avec probité et intégrité, et à maintenir des standards élevés. Cependant, nous sommes conscients d'être confrontés au risque que des dysfonctionnements interviennent à certains moments. Une politique de transparence et de responsabilisation est essentielle pour éviter que de telles situations ne se présentent, ou pour pouvoir y faire face lorsque c'est le cas.

DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LES LANCEURS D'ALERTE

La directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 (la « **Directive** ») vise à encourager et à protéger les personnes qui signalent des infractions au droit de l'UE.

La Directive exige d'être transposée dans la législation nationale de chaque Etat Membre afin d'offrir aux lanceurs d'alerte des canaux efficaces pour signaler des informations sur un acte répréhensible. En France, la législation nationale est la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, telle que modifiée par la loi n° 2022-401 et complétée par le décret n° 2022-1284 (la « **Loi** »).

QU'EST CE QU'UNE ALERTE ?

L'alerte est le signalement ou la divulgation d'informations faite par une personne physique, sans contrepartie financière directe et de bonne foi, relatives à un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement.

Sont cependant exclus du dispositif d'alerte les faits, informations et documents, quel que soit leur forme ou leur support, relatives au secret de la défense nationale, au secret médical, au secret des délibérations judiciaires, au secret de l'enquête ou de l'instruction judiciaires ou au secret professionnel de l'avocat.

QUI PEUT EFFECTUER UN SIGNALEMENT ?

Peuvent effectuer un signalement dans le cadre de cette notice les candidats à l'emploi, les anciens salariés, les collaborateurs extérieurs et occasionnels, les co-contractants et leurs sous-traitants, ainsi que toute personne travaillant sous la supervision ou la direction d'un co-contractant ou sous-traitant et tout membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un co-contractant ou sous-traitant.

Le cas échéant, les associés, collaborateurs, conseils et membres du personnel de Latham & Watkins souhaitant effectuer un signalement sont invités à le faire conformément à la procédure décrite dans la politique interne en matière de signalement disponible sur l'intranet du cabinet.

COMMENT PROCEDER A UN SIGNALEMENT ?

Vous pouvez effectuer un signalement par email à l'adresse suivante : pa.whistleblowing.admin@lw.com

Vous pouvez signaler une infraction de manière anonyme en envoyant votre signalement depuis une adresse email ne permettant pas de vous identifier (par exemple : abc123@hotmail.com).

Une fois que vous avez émis un signalement, nous en accuserons réception dès que possible et en tout état de cause dans un délai maximum de 7 jours.

Votre signalement sera reçu et étudié par une équipe interne dédiée composée du responsable en matière de signalements pour le bureau de Paris de Latham & Watkins, de deux membres de l'Office of the General Counsel et d'un membre de l'équipe Information Governance. Si votre signalement concerne des faits, informations ou documents relatifs à l'un des membres de cette équipe interne, celui-ci sera immédiatement exclue du processus de traitement de votre alerte. Nous procéderons ensuite à une évaluation initiale de votre signalement. Des compléments d'informations pourront vous être demandés dans ce cadre.

Nous vous tiendrons informé du résultat de cette évaluation initiale, et y compris des raisons pour lesquelles Latham considère, le cas échéant, que le signalement ne relève pas du champ d'application de cette notice, auquel cas les données à caractère personnel relatives au signalement seront détruites sans délai.

Nous nous efforcerons de vous tenir informé dans un délai raisonnable n'excédant pas trois mois à compter de la date de réception du signalement, des mesures envisagées ou prises pour évaluer l'exactitude des allégations et, le cas échéant, remédier à l'incident signalé ainsi qu'à ses causes.

Nous vous informerons de la clôture du signalement si nous estimons que les allégations sont inexactes ou non fondées, ou si le signalement est devenu sans objet.

En l'absence de suites données au signalement, les données à caractère personnel relatives au signalement et à son traitement seront détruites à compter de la clôture des opérations de vérification.

En cas de suites données au signalement, y compris une procédure disciplinaire ou contentieuse, Latham & Watkins s'engage en tout état de cause à ne conserver les données à caractère personnel relatives au signalement et à son traitement que le temps strictement nécessaire (que ce soit, selon les circonstances, jusqu'au terme de la procédure, de la prescription des recours à l'encontre de la décision ou jusqu'au terme de la prescription, etc.).

CONFIDENTIALITÉ & PROTECTION DES DONNEES

Latham & Watkins traitera de manière confidentielle l'ensemble des signalements émis dans le cadre de cette notice, y compris l'identité des auteurs du signalement, des personnes visées par celui-ci et de tout tiers mentionné dans le signalement. A ce titre, Latham & Watkins veillera à rappeler à toute personne destinataire d'une quelconque information liée au signalement la confidentialité de cette information et des investigations liées à l'alerte de manière plus générale.

Les éléments de nature à identifier le lanceur d'alerte ne pourront être divulgués qu'avec le consentement de celui-ci. Ils pourront toutefois être communiqués à l'autorité judiciaire, dans le cas où les personnes chargées du recueil ou du traitement du signalement seront tenues de dénoncer les faits à celle-ci. Le lanceur d'alerte en sera alors informé, à moins que cette information ne risque de compromettre la procédure judiciaire.

Nous conserverons les données à caractère personnel relatives à l'alerte et à son traitement conformément aux politiques de conservation internes de la firme et à la loi applicable. La [Notice d'information relative au traitement des données clients et des tiers](#) récapitule, entre autres, les droits des personnes concernées quant à leurs données à caractère personnel et la manière dont le cabinet est susceptible d'utiliser ces données. En cas de questions, les personnes concernées peuvent contacter notre équipe Global Data Privacy Office à l'adresse e-mail Globaldpo@lw.com.

SIGNALEMENTS EXTERNES

Si vous n'êtes pas satisfait de la manière dont votre signalement a été traité, vous pouvez contacter l'Associé gérant du bureau de Paris de Latham & Watkins.

Toutefois, tout lanceur d'alerte, tel que défini au I de l'article 6 de la Loi, peut également effectuer un signalement externe, soit après avoir effectué un signalement interne dans les conditions définies ci-dessus, soit directement :

- à l'autorité compétente parmi celles désignées par le décret prévu au sixième alinéa du II de la Loi ;
- au Défenseur des droits, qui l'orientera vers la ou les autorités les mieux à même d'en connaître ;
- à l'autorité judiciaire ;
- à une institution, à un organe ou à un organisme de l'Union européenne compétent pour recueillir des informations sur des violations relevant du champ d'application de la Directive.

PARIS OFFICE WHISTLEBLOWING NOTICE

Latham & Watkins is committed to conducting our business with honesty and integrity, and maintaining high standards. However, we are aware that we face the risk of things going wrong from time to time. A culture of openness and accountability is essential in order to prevent such situations occurring or to address them when they do occur.

EU Whistleblowing Directive 2019/1937 (the "Directive") is designed to encourage and protect individuals who report breaches of EU law. The Directive requires EU Member States to transpose national legislation to provide whistleblowers with effective channels to report information about a wrongdoing. In France, the local legislation is French law No. 2016-1691 of December 9, 2016, as amended by French Law No. 2022-401 and completed by the implementing Decree No. 2022-1284 (the "Law").

WHAT IS WHISTLEBLOWING?

Whistleblowing is the reporting or disclosure of information made by a natural person, without direct financial consideration and in good faith, relating to a crime, an offence, a threat or harm to the general interest, a violation or an attempt to conceal a violation of an international commitment regularly ratified or approved by France, a unilateral act of an international organization taken on the basis of such a commitment, European Union law, or the law or regulations.

However, are excluded from the reporting or disclosure the facts, information and documents, regardless of their form or type, relating to national defense secrecy, medical secrecy, the secrecy of judicial deliberations, the secrecy of judicial investigations or of the lawyer's professional legal privilege.

WHO CAN WHISTLEBLOW?

A whistleblowing concern can be raised under this notice by job applicants, former employees, occasional and external collaborators, contractors and sub-contractors and any person working under their supervision as well as any person belonging to their administrative, management or supervisory body.

Where applicable, partners, associates, counsel and staff of Latham & Watkins who want to raise a whistleblowing concern are encouraged to follow the procedure set out in the internal whistleblowing policy available on the firm's intranet.

HOW TO RAISE A WHISTLEBLOWING CONCERN?

You can report a whistleblowing concern by email to: pa.whistleblowing.admin@lw.com

If you would like to report your whistleblowing concern anonymously, you can do so by using an unidentifiable email address (for example: abc123@hotmail.com).

Once you have raised your whistleblowing concern, you will receive an acknowledge receipt within seven days maximum.

Your whistleblowing concern will be received and investigated by a dedicated internal team composed of the local whistleblowing reporting officer of Latham & Watkins Paris office, two members of the Office of General Counsel and one member of the Information Governance team. If your whistleblowing concern reports facts, information, documents in connection with a member of the internal team, this member will immediately be excluded from the processing of your whistleblowing concern.

An initial assessment of your whistleblowing concern will be conducted to determine its admissibility. Further information may be requested in this context.

You will be kept informed of the outcome of this initial assessment, including the reasons why Latham considers, where applicable, that the whistleblowing concern does not fall in the scope of this notice, in which case personal data relating to the whistleblowing concern will be destroyed without delay.

We will aim to provide you in a reasonable timescale that will not exceed three months as from the date of the receipt of your whistleblowing concern, with information on the measures envisaged or taken to assess the accuracy of the allegations and, if applicable, to remedy the incident reported in the whistleblowing concern as well as their causes.

We will inform you of the closure of the whistleblowing concern if we assess the allegations as being inaccurate or unfounded, or if it has become irrelevant.

Where no action is taken in response to a whistleblowing concern, all personal data relating to the whistleblowing concern and its processing will be destroyed at the closure of the process.

In the event of actions being taken in response to the whistleblowing concern, including a disciplinary or litigation procedure, Latham undertakes in any event to retain the personal data relating to the whistleblowing concern and its subsequent processing only for the time strictly necessary (whether, depending on the circumstances, until the end of the procedure, the prescription of appeals against the decision, etc.).

CONFIDENTIALITY AND PRIVACY

Latham & Watkins will treat all whistleblowing concerns raised under this notice in confidence, including the identity of the whistleblower, the persons concerned and any third parties mentioned in the alert. As such, Latham will ensure that any person receiving any information related to the whistleblowing concern is reminded of the confidentiality of this information and, more generally, of the related investigation.

Information that could identify the whistleblower may only be disclosed with the whistleblower's consent, except to the judicial authority, should the team in charge of processing whistleblowing reports be under the obligation to report the incident. In such case the whistleblower will be informed, unless such information would compromise the judicial proceedings.

Please note that we will retain personal data in accordance with the firm's retention policies and applicable law. Our [Client and Third Party Privacy Notice](#) sets out how the firm may use your personal information, the rights you have and other relevant information. If you have any questions, please contact Latham's Global Data Privacy Office at Globaldpo@lw.com.

EXTERNAL DISCLOSURES

If you are not happy with the way in which your whistleblowing concern has been handled, we encourage you to raise it with the Office Managing Partner of Latham Paris.

However, any whistleblower, as defined in I of Article 6 of the Law, may also raise an external alert, either after raising an internal alert under the conditions defined above, or directly:

- to the competent authority among those designated by the decree provided for in the sixth paragraph of II of the Law;
- to the Defender of Rights, who will direct the person to the authority or authorities best placed to deal with the matter
- to the judicial authority;
- to an institution, body or agency of the European Union competent to collect information on violations falling within the scope of the Directive.